

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/129

1^{er} juillet 2002

(02-3649)

**Groupe de travail des liens entre
commerce et investissement**

Original: anglais

COMMUNICATION DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, datée du 28 juin 2002.

GARANTIR LA TRANSPARENCE

1. Suite aux débats menés par le Groupe de travail lors de la réunion des 18 et 19 avril 2002, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que certaines suggestions concernant les questions évoquées dans la note du Secrétariat au sujet de la transparence pourraient être utiles aux participants en vue d'un examen ultérieur de cette question.

I. PUBLICATION DES RÈGLES

2. Il existe un consensus général entre les délégations concernant l'importance de la transparence. Nous partageons cet avis. Nous estimons, cependant, que la simple publication des règles pourrait ne pas être suffisante pour permettre aux Membres et à leurs industries de connaître suffisamment le régime de l'investissement intérieur (réglementation et autres aspects) des autres Membres. L'amélioration de la transparence n'est pas seulement destinée à permettre aux investisseurs étrangers de mieux comprendre l'environnement commercial des pays d'accueil de manière à évaluer leur potentiel et les activités futures possibles dans ces pays; elle sert également aux pays d'accueil à créer un environnement attractif pour les investisseurs étrangers. Il est par conséquent préférable pour les futures règles sur l'investissement, que les Membres garantissent aux autres Membres et à leurs entreprises accès à des informations supplémentaires concernant l'investissement sur leur territoire. De ce point de vue, la création d'un point d'information et la centralisation des différents guichets pour répondre aux demandes peuvent être un moyen de répondre à ce besoin particulier. Les dispositions pertinentes de l'AGCS pourraient servir de modèle.

II. NOTIFICATION

3. Dans le cadre actuel de l'OMC, la notification est exigée en complément de la publication, au titre de l'article III de l'AGCS par exemple. La notification préalable à l'adoption d'une réglementation est prévue aux articles 2.9 et 7 de l'Accord OTC. Cependant, cette notification préalable, qui ne s'applique qu'à des aspects précis, est un cas particulier et ne devrait peut-être pas être employée à l'avenir comme modèle dans les règles sur l'investissement. Nous sommes conscients de l'importance de la transparence apportée par la notification, mais il faut tenir compte de la charge administrative que représente une telle obligation pour les pays en développement Membres lors de l'examen de la question de notification.

./.

III. TRANSPARENCE DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

4. Le cadre actuel de l'OMC exige non seulement la transparence des réglementations en elles-mêmes, mais également la transparence de leur mise en œuvre, y compris le droit à une procédure régulière et à un examen administratif ou judiciaire, afin de garantir leur cohérence, leur équité et leur caractère raisonnable. Il semble difficile de justifier une dérogation à de telles obligations générales en ce qui concerne les questions d'investissement. Nous estimons que les futures règles sur l'investissement ne devraient peut-être pas tolérer d'exception à cet égard.

IV. PAYS EN DÉVELOPPEMENT

5. Dans le cadre actuel de l'OMC, le délai accordé aux pays en développement pour la mise en place des points d'information est habituellement plus long. Outre ce genre de mesures, nous pensons que les pays développés Membres devraient prendre des engagements précis sur la fourniture d'une assistance technique répondant aux besoins spécifiques des pays en développement Membres pour cet aspect particulier.

V. RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

6. La protection des renseignements confidentiels est essentielle pour garantir que les intérêts commerciaux publics et légitimes ne seront pas affectés par l'obligation de notification. Étant donné que le cadre actuel de l'OMC prévoit déjà la protection des renseignements confidentiels, il n'y a aucune raison que les futures règles sur l'investissement fassent exception.

VI. ENGAGEMENTS NON CONTRAIGNANTS

7. Étant donné le peu d'expérience des règles non contraignantes dans le cadre actuel de l'OMC, il faudra probablement éviter de telles règles afin de garantir la cohérence. De plus, les règles non contraignantes sur la transparence compromettraient son utilité en ce qui concerne la garantie d'un environnement attractif pour l'investissement. À condition que les préoccupations particulières des pays en développement Membres, concernant par exemple la capacité de créer un point d'information, soient bien prises en considération et que les renseignements confidentiels soient exclus de l'obligation de transparence, il ne nous paraît pas nécessaire de mettre en place des règles non contraignantes en ce qui concerne la transparence.
